

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2592

25 septembre 2014

### SOMMAIRE

"Accor Newday Holdings Luxembourg S.à r.l." .....	124380	Lynxis S.A. ....	124384
AIE EuroLux S.à r.l. ....	124378	Metapart S.A. ....	124416
All4Lift S.A. ....	124378	MIP Germany Five S.à r.l. ....	124416
Anglo American Capital International ..	124403	Nerovia S.A. ....	124372
Arras SPF S.A. ....	124372	OCM Luxembourg OPPS Numeral Holdings S.à r.l. ....	124374
Cavelier S.C.I. ....	124383	Palam S.A. ....	124370
Coral Portfolio S.C.A. SICAV-SIF .....	124373	Prologis Targeted Europe Logistics Fund FCP-FIS .....	124372
Desdan Holding S.A. ....	124370	Prospector Offshore Drilling S.A. ....	124380
DS Compliance S.à r.l. ....	124381	P.W.L. Participations S.A. ....	124371
Giusto Sà r.l. ....	124379	SEB Private Equity Opportunity Fund III S.C.A., SICAV-SIF .....	124392
Hansainvest Lux S.A. ....	124387	SEB Private Equity Opportunity III Management S.A. ....	124390
Hotchkis and Wiley Funds .....	124371	Siceno S.à r.l. ....	124414
Immobiliare Rossana S.à r.l. ....	124374	Tax Investments S.A. ....	124377
Immobilière de Steinfort s.à r.l. ....	124416	TMK Capital S.A. ....	124380
Immo "Main Nascht" Sàrl .....	124373	Tomatis Developpement S.A. ....	124380
Industrial Automation Process International S.à r.l. ....	124375	TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l. ....	124380
Industrial Equipment S.A. ....	124416	Trafco S.A. ....	124379
Infra-Invest 2 .....	124415	Trafco S.A. - SPF .....	124379
ITT Industries Global S.à r.l. ....	124415	Tyburn Lane (Wiesbaden) 1 S.à r.l. ....	124377
Janus Global Life Sciences Fund .....	124370	Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à r.l. ....	124377
Janus Global Life Sciences Fund .....	124373	UREIT Prop B S.à r.l. ....	124377
Jesaja .....	124370	Valeant Holdings Luxembourg S.à r.l. ....	124376
Kana Immobiliare S.à r.l. ....	124416	VCS Environment S.A. ....	124371
Kaya Finance S.A. ....	124375	Vistor International S.A. ....	124378
KH II Estates 201 S.à r.l. ....	124375	Vivaro Holdings S.A. S.P.F. ....	124378
KH II Estates 202 S.à r.l. ....	124375	Warlon .....	124378
KH II Estates 205 S.à r.l. ....	124376	Westport Luxembourg S. à r.l. ....	124379
KH (Lux) Nanterre S.à r.l. ....	124375	W.M.A., World Management Assistance Sàrl .....	124377
Kinkade Properties .....	124376	Worms .....	124379
K&Kv Swiss S.à r.l. ....	124374		
Klopman Holdings S. à r.l. ....	124376		
LPFE Italy Holding S.à r.l. ....	124374		

**Desdan Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 81.199.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 09:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 16 septembre 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014144552/696/15.

**Palam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7771 Bissen, 9, rue des Forges.

R.C.S. Luxembourg B 107.421.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra extraordinairement le mercredi 15 octobre 2014 à 10.00 heures au siège de la société à Bissen, 9, Rue des Forges avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2013;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2013;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Décision à prendre sur base de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014147888/561/19.

**Janus Global Life Sciences Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion coordonné au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2014138988/9.

(140157428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

**Jesaja, Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 160.881.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014105844/11.

(140126431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**VCS Environment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Meckenheck.  
R.C.S. Luxembourg B 163.123.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 20 octobre 2014 à 13.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports de gestion du conseil d'administration;
2. Rapports du commissaire aux comptes;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013;
4. Affectation des résultats;
5. Décharge aux administrateurs et du commissaire aux comptes;
6. Décision à prendre dans le cadre de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014147877/23.

---

**P.W.L. Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1323 Luxembourg, 38, rue des Champs.  
R.C.S. Luxembourg B 39.377.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 8 octobre 2014 à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2013.
3. Affectation des résultats au 30 novembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014140027/16.

---

**Hotchkis and Wiley Funds, Société Anonyme.**

*Notice to the sole unitholder of Hotchkis and Wiley Funds*

HOTCHKIS AND WILEY (LUXEMBOURG) S.A. (the "Management Company"), acting as management company of HOTCHKIS AND WILEY FUNDS (the "Fund"), has decided to dissolve and put the Fund into liquidation with effective date on 15th September 2014, at the close of business in Luxembourg.

Such decision has been taken as the sole shareholder of the Fund has expressed the intention of redeeming all its units in the Fund.

The Management Company will proceed to the liquidation of the Fund in accordance with Luxembourg laws and regulations.

The liquidation proceeds shall be paid to the sole unitholder as soon as reasonably practicable.

Luxembourg, as of 15th September 2014.

*The Board of Directors of Hotchkis and Wiley (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2014147889/755/15.

---

**Nerovia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Meckenheck.  
R.C.S. Luxembourg B 167.943.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 20 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports de gestion du conseil d'administration;
2. Rapports du commissaire aux comptes;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013;
4. Affectation des résultats;
5. Décharge aux administrateurs et du commissaire aux comptes;
6. Décision à prendre dans le cadre de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014147876/23.

---

**Arras SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 29.306.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme ARRAS SPF, SA prédésignée, sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

de ladite société anonyme qui se tiendra extraordinairement le Vendredi 3 octobre 2014 à 10 heures au siège social sis à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013.
- Approbation des comptes annuels aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013
- Allocation des résultats pour les périodes s'achevant le 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013
- Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes
- Pouvoirs à donner
- Questions diverses

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014143163/18.

---

**Prologis Targeted Europe Logistics Fund FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.****EXTRAIT**

Le règlement de gestion modifié daté du 8 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

*Pour la Société*

Prologis Management II S.à r.l.

Référence de publication: 2014147635/13.

(140168077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

---

**Janus Global Life Sciences Fund, Fonds Commun de Placement.**

L'acte modificatif au règlement de gestion au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2014138989/9.

(140157429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

**Immo "Main Nascht" Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3630 Kayl, 12, rue de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 167.238.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014105818/10.

(140126787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**Coral Portfolio S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 144.034.

The shareholders of the Company are invited to attend an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of the shareholders of the Company (the EGM), to be held in front of Maître Kessler at 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, on 29 October 2014 at 4 p.m., with the following agenda a:

*Agenda:*

1. amendment of the Articles of Association of the Company as follows:
  - a) to amend article 1 of the articles of the Company (the Articles) to comply with the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to the alternative fund managers (the 2013 Law);
  - b) to amend under articles 9.2 and 15.1 as regards the governing structure of the Company, which will be managed by a management board including the general partner of the Company and two "External Managers" (the Management Board);
  - c) to delete article 15.2 and merge articles 15.3 and 15.4 into article 15.1 of the Articles regarding the composition of the Management Board;
  - d) to add a new article 15.2 extending the Management Board powers' to all powers not expressly reserved to the shareholders by the law of 1915 on commercial companies (the Law) or the Articles;
  - e) to add a new article 15.3 setting up the convening and meeting procedures, including the voting rules, of the Management Board;
  - f) to give power, under article 16.1, to the "General Partner" or to any of the "External Managers" to validly bind the Company vis-à-vis third parties;
  - g) to replace all references, under article 19, to "director" by references to "members";
  - h) to delete in article 20.1 "of this latter and his heirs, executors and administrators" and in article 20.2 "of this latter";
  - i) to delete article 24 and replace it by a new article 24 on general meetings of compartment(s);
  - j) to insert after article 34, new articles 35, 36 and 37 allowing the communication and the power of attorney to be given by fax, email or any mean of electronic communication and allowing the signature in electronic form;
  - k) to replace all references to "General Partner" by references to "Management Board", under articles 2.1, 2.2, 6.1, 6.2, 7.1, 8.5, 8.6, 9.1, 9.3, 9.7, 9.8, 9.9, 9.10, 9.12, 10.1, 11.2, 10.2, 13.1, 13.4, 13.4, 13.5, 13.6, 13.7, 13.8, 13.10, 13.11, 13.12, 14.1, 14.2, 16.2, 17.1, 17.2, 18.1, 19.1, 19.2, 19.3, 20.1, 20.2, 22.3, 22.5, 26.2, 26.4, 28.1, 29.1, 29.2, 29.3, 30.2, 30.3, 30.4, 31.2, 31.3, 33.1; and
  - l) to replace all references to "Management Share" by references to "GP Share".
2. miscellaneous.

The EGM will only validly deliberate if at least one half of the share capital of the Company is represented and, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least a two-thirds of the votes cast.

Shareholders of the Company, who cannot attend the EGM, but, however, wish to vote, should complete and sign a power of attorney and return such power of attorney to the registered office of the Company no later than 28 October 2014 COB. Powers of attorney are available at the registered office of the Company and may be provided to any shareholder upon request.

Draft minutes of the EGM are also available at the registered office of the Company and may be provided to any shareholder upon request.

*On behalf of CORAL PORTFOLIO S.C.A. SICAV-SIF.*

Référence de publication: 2014147887/2460/47.

---

**Immobiliare Rossana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 103.000,00.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 165.528.

Le bilan, compte de pertes et profits et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Juillet 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014105819/12.

(140126320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**K&Kv Swiss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5532 Remich, 17, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 177.508.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105848/10.

(140125945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**LPFE Italy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.045.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105904/10.

(140126907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**OCM Luxembourg OPPS Numeral Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 170.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105977/10.

(140126827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Industrial Automation Process International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8552 Oberpallen, 8, rue de la Platinerie.

R.C.S. Luxembourg B 113.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Windhof, le 18/07/2014.

Référence de publication: 2014105821/10.

(140126235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**KH II Estates 201 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 157.370.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105856/11.

(140126338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**KH (Lux) Nanterre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 163.156.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105855/11.

(140126608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**KH II Estates 202 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 173.204.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105857/11.

(140126400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Kaya Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 170.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2014105852/11.

(140126430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**KH II Estates 205 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 179.847.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105858/11.

(140126446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Kinkade Properties, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 118.201.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105860/10.

(140126519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Klopman Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 88.171.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 11 juillet 2014*

En date du 11 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de FIDESCO S.A. de son mandat de gérant unique, avec effet au 4 juin 2014.
- Nomination en remplacement, avec effet au 4 juin 2014 et pour une période expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015, de:

Monsieur Ramakrishnan Narayanan, expert-comptable, demeurant au A/2, Atur Park, Sion Trombay Road, Chembur, Mumbai 400 071, Inde, gérant unique.

*Pour KLOPMAN HOLDINGS S.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2014105863/16.

(140126095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Valeant Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.162.358.864,00.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 182.042.

**EXTRAIT**

En vertu d'un acte de fusion daté du 27 novembre 2013, par lequel Bausch & Lomb International, Inc. (détentriche de 12.500 parts sociales) a absorbé B.&L Minority Dutch Holdings LLC (détentriche de 1.503.088 parts sociales), il résulte que le capital social de la Société est maintenant constitué comme suit:

- 1.515.588 parts sociales détenues par Bausch & Lomb International, Inc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Valeant Holdings Luxembourg S.à r.l.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014106200/17.

(140126508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---



**Tyburn Lane (Wiesbaden) 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 191.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.718.

Le Société est au regret d'annoncer que Monsieur David Walsh ne fait plus parti du conseil de gérance de la Société, et ce à partir du 12 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106165/12.

(140127075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**Tyburn Lane (Wiesbaden) 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 191.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.720.

Le Société est au regret d'annoncer que Monsieur David Walsh ne fait plus parti du conseil de gérance de la Société, et ce à partir du 12 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106164/12.

(140127053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**Tax Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 155.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106167/10.

(140126341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**UREIT Prop B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106199/10.

(140126054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**W.M.A., World Management Assistance Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 65.434.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106214/10.

(140126624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**All4Lift S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 152.122.

La Société a été informée du changement d'adresse de l'administrateur Monsieur Romain THILLEN, ayant désormais son adresse au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ALL4LIFT S.A.  
Signature

Référence de publication: 2014106337/12.

(140128061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

---

**AIE EuroLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue John Fitzgerald Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 138.696.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 16 juillet 2013, sous la référence L130120533 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106331/12.

(140127695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

---

**Vivaro Holdings S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 107.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106212/10.

(140126723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Warlon, Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 143.558.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014106215/10.

(140126783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Vistor International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 163.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106211/10.

(140126728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Westport Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 172.805.

- Il est à noter que la dénomination exacte de la Société est Westport Luxembourg S.à r.l. au lieu de Westport Luxembourg

- Il est à noter que le prénom exact du gérant de la Société Monsieur Warde est Patrick Damian.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

*Pour la société*  
Jacob Mudde  
*Gérant catégorie B*

Référence de publication: 2014106219/15.

(140126157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Worms, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 112.633.

Les comptes annuels modifiés au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette version remplace la version des comptes annuels au 31.12.2013 précédemment déposés au Registre de Commerce de Luxembourg sous la référence L140086657.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Juillet 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.  
Signatures

Référence de publication: 2014106222/15.

(140126382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Trafco S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Trafco S.A. - SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 109.109.

Statuts coordonnés rectifiés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 03 février 2014 - L140021652.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106187/11.

(140126128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Giusto Sà r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8558 Reichlange, 1, rue de Bettborn.  
R.C.S. Luxembourg B 179.338.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mai 2014*

Révocation de la fonction du gérant technique

Le 30 mai 2014, l'Assemblée Générale Extraordinaire a accepté la démission de Monsieur Jean GONNER en tant que gérant administratif de la société GIUSTO S.à r.l.

Madame Lynn GONNER / Monsieur Jean Michel Germain Joseph Gonner  
*Les associés*

Référence de publication: 2014106261/13.

(140127091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 119.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106186/11.

(140126480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Tomatis Développement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 76.636.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106177/10.

(140126093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**TMK Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 119.081.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014106176/10.

(140126245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**"Accor Newday Holdings Luxembourg S.à r.l.", Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Turi.  
R.C.S. Luxembourg B 125.758.

Les statuts coordonnés au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014106284/11.

(140127377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

---

**Prospector Offshore Drilling S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 153.772.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROSPECTOR OFFSHORE DRILLING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014106039/12.

(140126536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**DS Compliance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 190.293.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quatorze.

Le onze septembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**A COMPARU:**

Madame Maria-Elisa DA SILVA, juriste, demeurant à L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle entend constituer:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs co-associés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

**Art. 2.** La société a pour objet la prestation de services de conseil notamment aux institutions financières et autres professionnels du secteur financier, en matière de contrôle interne visant la conformité aux règles prudentielles, déontologiques et obligations professionnelles, qui leur sont applicables.

La société a également pour objet toutes activités de conseil en matière économique, de gestion d'entreprise et toutes prestations de services complémentaires.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de DS Compliance S.à r.l..

**Art. 5.** Le siège social est établi à Bertrange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune, qui ont été entièrement souscrites par Madame Maria-Elisa DA SILVA, juriste, demeurant à L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

**Art. 10.** Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa (leur) fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 15.** En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 18.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

#### *Libération du capital social*

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2014.

#### *Evaluation*

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ mille Euros (€ 1.000.-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt l'associée unique représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes:

1.- Est nommée gérante de la société pour une durée indéterminée:

Madame Maria-Elisa DA SILVA, juriste, née à Dijon (France), le 11 juin 1972, demeurant à L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-8087 Bertrange, 16, rue du Pont.

#### Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité de conseil de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M.-E. DA SILVA, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 septembre 2014. Relation: ECH/2014/1679. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146085/119.

(140166335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

#### **Cavelier S.C.I., Société Civile.**

Siège social: L-3501 Dudelange, 40, rue Aloyse Kayser.

R.C.S. Luxembourg E 623.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

#### A COMPARU:

Monsieur Grégory CAVELIER, ingénieur, né à Dinant (Belgique), le 14 janvier 1974, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 50, rue de Marche (Belgique),

ici représenté par Madame Florence BRABANTS, employée, demeurant professionnellement à Grass, 4, rue de Kleinbettingen, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

1.- Que la société civile "CAVELIER S.C.I.", ayant son siège social à L-3501 Dudelange, 40, Rue Aloyse Kayser, R.C.S. Luxembourg section E numéro 623, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 1<sup>er</sup> mars 2005, publié au Mémorial C numéro 723 du 21 juillet 2005, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire prénommé, en date du 23 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1421 du 10 juin 2008, et suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 14 avril 2009, publié par extrait au Mémorial C numéro 1554 du 12 août 2009.

2.- Que le capital social s'élève actuellement à deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR), divisé en cents (100) parts d'intérêts de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

3.- Que le comparant est devenu le seul et unique associé et qu'il détient tous les parts sociales de la prédite société "CAVELIER S.C.I.".

4.- Que le comparant a décidé de dissoudre et de liquider la société "CAVELIER S.C.I.", qui a arrêté ses activités.

5.- Que la société "CAVELIER S.C.I." ne possède pas de biens et droits immobiliers.

6.- Que le comparant déclare avoir repris tous les éléments d'actifs et de passifs de la société "CAVELIER S.C.I.".

7.- Qu'il a attesté que tout l'actif est dévolu au comparant et qu'il assure le paiement de toutes les dettes de la société, même inconnues à l'instant.

8.- Que la liquidation de la société civile "CAVELIER S.C.I." est à considérer comme définitivement close.

9.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant actuel de la société dissoute pour l'exécution de son mandat.

10.- Que les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans à L-8362 GRASS, 4, rue de Kleinbettingen.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de six cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Grass, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Florence BRABANTS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 juillet 2014. Relation GRE/2014/2671. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014105605/46.

(140126816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

**Lynxis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7526 Mersch, 5, allée John W. Leonard.

R.C.S. Luxembourg B 132.669.

L'an deux mille quatorze, le seize septembre.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "LYNXIS S.A.", établie et ayant son siège à L-7526 Mersch, 5, Allée John W. Leonard, constituée suivant acte du notaire Urbain THOLL de Mersch, en date du 3 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 2610 du 15 novembre 2007, modifiée pour la dernière fois suivant acte du notaire Marc LECUIT de Mersch du 6 janvier 2009, publié au dit Mémorial C, Numéro 343 du 17 février 2009, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 132.669,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Sophie BECKER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 43, boulevard Prince Henri,

qui désigne comme secrétaire Jack Michael SWORD, administrateur de sociétés, demeurant à L-7594 Beringen, 17, rue des Noyers,

L'assemblée choisit comme scrutateur Jack Michael SWORD, administrateur de sociétés, demeurant à L-7594 Beringen, 17, rue des Noyers.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1.- Suppression d'enseignes commerciales et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société;
- 2.- Changement de l'objet social et modification subséquente de l'article 2 des statuts de la société;
- 3.- Refonte des statuts de la société.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de supprimer plusieurs marques et enseignes commerciales exploitées par la société et énumérées dans les statuts, d'en créer d'autres et de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2. Deuxième alinéa.** La société exploitera les marques et enseignes commerciales suivantes:

- Lynxis
- Lynxis Immo
- Lynxis Gestion
- Lynxis Edition
- Lynxis Formation
- Secret Universe Network (SUN)"



### Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et par conséquent l'article 2 aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet principal le commerce de tous produits et services en relation avec l'immobilier.

Elle a pour objets secondaires:

L'exploitation de toutes activités découlant des autorisations gouvernementales suivantes:

Agent immobilier

Promoteur immobilier

Administrateur de biens

Syndic de copropriété

Activités et services commerciaux

Gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue.

Elle peut s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou pouvant en faciliter la réalisation, et notamment par les créations de filiales et/ou succursales.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra emprunter et accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens au profit d'autres entreprises ou sociétés. Elle pourra également se porter caution pour d'autres sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger."

### Troisième résolution

L'assemblée décide de refondre entièrement les statuts de la société, lesquels auront dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de Lynxis SA.

La société exploitera les marques et enseignes commerciales suivantes:

- Lynxis

- Lynxis Immo

- Lynxis Gestion

- Lynxis Edition

- Lynxis Formation

- Secret Universe Network (SUN)

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires.

Cette société aura son siège social dans la commune de Mersch.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique en tout autre endroit de la même localité. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si en raison d'événements politiques ou de guerre, ou plus généralement en cas de force majeure, il y avait obstacle ou difficulté à l'accomplissement des actes qui doivent être exécutés au siège ci-dessus fixé, le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique, en vue d'éviter de compromettre la gestion de la société, pourra transférer le siège social dans un autre pays.

En cas de transfert, la société perdra la nationalité luxembourgeoise et sera soumise à la législation du pays où le siège aura été transféré.

La durée de la société est illimitée.

La société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'associé unique.

**Art. 2.** La société a pour objet principal le commerce de tous produits et services en relation avec l'immobilier.

Elle a pour objets secondaires:

L'exploitation de toute activités découlant des autorisations gouvernementales suivantes:

Agent immobilier

Promoteur immobilier

Administrateur de biens

Syndic de copropriété

Activités et services commerciaux

Gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue

Elle peut s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou pouvant en faciliter la réalisation, et notamment par les créations de filiales et/ou succursales.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets et autres droits s'attachant à ces brevets ou pouvant les compléter, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra emprunter et accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens au profit d'autres entreprises ou sociétés. Elle pourra également se porter caution pour d'autres sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-), représenté par vingt mille (20.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Les actions sont au porteur, sauf lorsque la loi en décide autrement.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

**Art. 4.** Tant que la société ne compte qu'un associé unique, elle peut être administrée par un administrateur unique, qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la société.

Si la société compte plus d'un actionnaire, elle sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. La durée du mandat est de six ans au plus.

Ils sont révocables en tout temps par l'assemblée générale. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera considérée automatiquement comme une référence à l'administrateur unique tant que la société ne compte qu'un seul associé.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, elle doit désigner un représentant permanent qui la représentera, conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

**Art. 5.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour faire tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence; il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le Conseil d'Administration désigne son président. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le Conseil peut, conformément à l'article 60 de la loi concernant les sociétés commerciales, déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne la gestion à des administrateurs, directeurs, gérants et autres, associés ou non-associés, dont la nomination, la révocation et les attributions sont réglées par le Conseil d'Administration.

La responsabilité de ces agents à raison de leur gestion se détermine conformément aux règles générales du mandat.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration impose au Conseil d'Administration l'obligation de rendre annuellement compte à l'Assemblée Générale Ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués aux délégués.

La société se trouve engagée valablement par la signature individuelle de l'Administrateur-Délégué, ou de l'Administrateur unique.

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant seront suivies au nom de la société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son Président ou d'un Administrateur-Délégué ou de l'Administrateur unique.

**Art. 6.** La surveillance de la société est confiée à un commissaire au moins, il est nommé pour un terme de six ans au plus.

**Art. 7.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 15 mai à 11.00 heures, au siège social ou en tout autre endroit à désigner dans les convocations.

Si ce jour était un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** Le Conseil d'Administration peut exiger que, pour assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions en effectue le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par un mandataire.

**Art. 10.** Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

**Art. 11.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Pour le cas où il n'existe qu'un associé unique, celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

**Art. 12.** La société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale votant dans les conditions de présence et de majorité prévues par la loi et par les statuts en matière de modifications des statuts ne touchant pas à l'objet ou à la forme de la société.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 13.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BECKER, SWORD, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 septembre 2014. Relation: LAC/2014/43171. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146254/193.

(140166743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

### **Hansinvest Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.765.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am sechszwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

versammelten sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft "HANSAINVEST LUX S.A.", mit Sitz in Munsbach, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 28.765, gegründet unter der Bezeichnung VEREIN-INVEST-LUX MANAGEMENT-GESELLSCHAFT gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Marc ELTER, vormals mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 26. August 1988, veröffentlicht im Mémorial C im Jahre 1988 auf Seite 14567. Die Satzung wurde zum letzten Mal abgeändert (Abänderung der Bezeichnung in HANSAINVEST LUX S.A.) durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom 25. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2243 vom 17. November 2009.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Frank Linker, Bankangestellter, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende beruft zur Schriftführerin und die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Martina Theisen, Bankangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschließen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

#### *Tagesordnung*

Anpassung der Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EUR sowie die nationalen Bestimmungen in Luxemburg insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks (Artikel 1, 3, 8, 10, 14, 16).

Gemäß der Tagesordnung haben die Aktionäre einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

#### *Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EUR sowie die nationalen Bestimmungen in Luxemburg insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks (Artikel 1, 3, 8, 10, 14, 16) anzupassen.

Die Satzung lautet somit wie folgt:

**Art. 1.** Die Gesellschaft ist als "société anonyme" (Aktiengesellschaft) auf der Grundlage des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, einschließlich Änderungsgesetzen (das "Gesetz von 1915"), sowie des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und seinen Abänderungen (nachfolgend: Gesetz von 2010) errichtet. Sie führt den Namen HANSAINVEST LUX S.A.

**Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Munsbach; er kann durch Gesellschafterbeschluss jederzeit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Im Falle höherer Gewalt, die die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz und/oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegen und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Nationalität.

**Art. 3.** Zweck der Gesellschaft ist die kollektive Portfolio- bzw. Anlageverwaltung eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen.

Zu diesen zählen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere (nachfolgend: OGAW) gemäß des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und seinen Abänderungen (nachfolgend: Gesetz von 2010) und Alternative Investmentfonds (nachfolgend: AIF) gemäß Gesetz vom 12. Juli 2013 über Verwalter Alternativer Investmentfonds (nachfolgend: Gesetz von 2013) sowie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (nachfolgend: OGA), die nicht unter die genannten Gesetze fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß der genannten Gesetze vertrieben werden können. Die kollektive Verwaltung erfolgt im Namen der Anteilsinhaber und im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2010 sowie des Gesetzes von 2013. Die Gesellschaft darf keine anderen Tätigkeiten ausüben als die gemäß Artikel 101 Absatz 2 und Anhang II des Gesetzes von 2010 sowie gemäß Artikel 5 Absatz 2 und Anhang I des Gesetzes von 2013 genannten. Dies umfasst insbesondere folgende Funktionen:

- Anlageverwaltungsfunktionen wie die Portfolioverwaltung und das Risikomanagement. In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft im eigenem Namen und für Rechnung der Fonds (i) Anlageentscheidungen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von übertragbaren Wertpapieren und/oder anderen zulässigen Vermögenswerten kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen, (iv) sämtlich Stimmrechte betreffend Wertpapieren, die von den Fonds gehalten werden, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Administrative Tätigkeiten im Sinne des Anhang II des Gesetzes von 2010 sowie des Anhang I des Gesetzes von 2013, insbesondere (i) die Bewertung des Portfolios der Fonds und die Preisfestsetzung von Fondsanteilen, (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen, (iii) die Führung des Anteilsregisters, sowie (iv) die Aufzeichnung von Geschäftsvorfällen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb der Fondsanteile in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann eine oder mehrere vorbenannter Aufgaben zum Zwecke einer effizienten Geschäftsführung an Dritte übertragen, die diese Aufgaben für sie wahrnehmen.

Ferner kann die Gesellschaft ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle anderen Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen, unter Berücksichtigung insbesondere der im Kapitel 15 des Gesetzes von 2010, des Gesetzes von 2013 und im Gesetz vom 10. August 1915 festgesetzten Begrenzungen.

**Art. 4.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt. Die Gesellschaft kann durch - unter den für Satzungsänderungen geltenden gesetzlichen Bedingungen - Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 1.025.000,00 (eine Million fünfundzwanzigtausend Euro) und ist eingeteilt in 2.000 (zweitausend) Aktien ohne Nennwert.

**Art. 6.** Die Aktien sind Namensaktien.

**Art. 7.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für die Dauer von bis zu sechs Jahren von der Generalversammlung bestellt; sie können von ihr jederzeit abberufen werden. Eine Wiederwahl ist möglich. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen, dessen Bestellung von der nächstfolgenden Generalversammlung bestätigt werden muss.

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft soweit sie nicht nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat wird seinen Präsidenten bestimmen, der in den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz hat. In Abwesenheit des Präsidenten wird der Vorsitz einem der Vize-Präsidenten oder einem anderen Verwaltungsratsmitglied übertragen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, dass dazu durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben bevollmächtigt wurde. In Dringlichkeitsfällen kann die Beschlussfassung auch durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats rechtsverbindlich verpflichtet.

Die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft kann gemäß Artikel 102 Abs. 1c des Gesetzes von 2010 und Artikel 7 Abs. 1c des Gesetzes von 2013 in Verbindung mit Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften an mindestens zwei Personen übertragen werden, die gut beleumdet sind und über ausreichende Erfahrung verfügen; deren Ernennung, Abberufung, Befugnisse und Zeichnungsberechtigung werden durch den Verwaltungsrat geregelt. Über die Geschäftspolitik der Verwaltungsgesellschaft müssen mindestens zwei Personen, die die vorgenannten Bedingungen erfüllen, bestimmen.

Ferner kann der Verwaltungsrat einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder an dritte Personen oder Unternehmen übertragen.

Die Übertragung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der Einwilligung der Generalversammlung.

**Art. 9.** Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung und einem der anderen Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen. Vollmachten sind dem Protokoll anzuheften.

Der Präsident des Verwaltungsrats oder zwei Verwaltungsratsmitglieder sind ermächtigt Kopien oder Auszüge solcher Sitzungsprotokolle zu unterzeichnen.

**Art. 10.** Die Prüfung des Jahresabschlusses der Gesellschaft ist einem unabhängigen, externen Wirtschaftsprüfer zu übertragen, der von der Generalversammlung bestellt wird.

Alle Operationen, welche die Gesellschaft tätigt welche vom Luxemburger Gesetz vorgesehen sind, müssen durch einen Wirtschaftsprüfer überwacht werden. Der Wirtschaftsprüfer wird in der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre gewählt. Sein Mandat endet bei der folgenden ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre und bei der Wahl seines Nachfolgers. Der Wirtschaftsprüfer behält sein Mandat bis zu seiner Wiederwahl oder der Wahl seines Nachfolgers.

**Art. 11.** Die jährliche Generalversammlung findet am 15. April um 15.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort statt. Fällt dieser Tag auf einen Tag, der nicht Bankarbeitstag ist, wird die Generalversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

Generalversammlungen einschließlich der jährlichen Generalversammlung können auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat dies aus Gründen der höheren Gewalt beschließt; eine solche Entscheidung ist unanfechtbar.

**Art. 12.** Von der Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen über die Einberufung von Generalversammlungen kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind.

Jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Bevollmächtigten ausüben, der nicht Aktionär zu sein braucht. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

**Art. 13.** Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Insbesondere sind der Generalversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- a) die Satzung zu ändern;
- b) Mitglieder des Verwaltungsrates zu bestellen und abzuwählen und ihre Vergütung festzusetzen;
- c) die Einwilligung zur Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates zu erteilen;
- d) die Berichte des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers entgegenzunehmen;
- e) die jährliche Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen;
- f) den Mitgliedern des Verwaltungsrates Entlastung zu erteilen;
- g) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen;
- h) die Bestellung des Wirtschaftsprüfers;
- i) die Gesellschaft aufzulösen.

**Art. 14.** Gemäß den in Artikel 72-2 des Gesetzes von 1915 enthaltenen Bestimmungen ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Vorabdividenden an die Gesellschafter auszuzahlen.

**Art. 15.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 16.** Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, und des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 sowie des Gesetzes von 2013.

Die Änderungen treten mit Wirkung zum 26. August 2014 in Kraft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Erscheinenden, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: F. LINKER, M. THEISEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40330. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 15. September 2014.

Référence de publication: 2014143456/157.

(140163441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

### **SEB Private Equity Opportunity III Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2370 Luxembourg, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 179.200.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of August.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of SEB Private Equity Opportunity III Management S.A., a société anonyme (the "Company"), having its registered office in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Company is registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under the section B and the number 179.200.

The Company was incorporated pursuant a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, who acted in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 3 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2350 of 24 September 2013.

The meeting was opened at 11.50 a.m. by Mrs Linda Rudewig, Head of Fund Legal, with professional address in Howald, being in the chair.

The chairman appoints Mrs Chantal Leclerc, Senior Officer Fund Legal, with professional address in Howald, as secretary.

The meeting elects as scrutineer Ms Claudia Schmidt, Fund Legal Officer, with professional address in Howald.

The chairman then states:

A. Pursuant to article 67-1 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting may only deliberate on the items of the agenda if at least 50% of the issued share capital is represented.

B. The shareholder represented, the proxy of the represented shareholder and the number of shares owned by the shareholder are shown on an attendance list which, signed by the shareholder or its proxy and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholder, signed "ne varietur" by the persons appearing and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

C. Pursuant to the attendance list, 100% of the issued and outstanding shares are represented.

D. The whole share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

E. Consequently, the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the following agenda:

1. Change of Article 1. in order to refer instead of the subscriber to the existing shareholder
2. Change of the date of the annual general shareholders' meeting

After the foregoing has been approved by the general meeting of the sole shareholder (the "General Meeting"), the following resolutions have been adopted by unanimously vote:

#### *First Resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 1 of the Articles of Incorporation so as to read henceforth as follows:

" **Art. 1.** There exists among the existing shareholder and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of "SEB Private Equity Opportunity III Management S.A." (the "Company").

#### *Second Resolution*

The Meeting resolves to change furthermore the date of the annual general shareholders' meeting in order to be held in accordance with the Luxembourg regulations at the registered office or at any place indicated into the convening notice on the last bank business day in June at 2.00 p.m.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the German text, the English text will be binding.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-six août.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire du seul actionnaire de la Société SEB Private Equity Opportunity III Management S.A., société anonyme (la «Société»), ayant son siège social à L-2370 Luxembourg, 4, rue Peternelchen.

La Société est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.200.

La Société a été constituée par acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, ayant agi en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 3 juillet 2013, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2350 du 24 septembre 2013.

L'Assemblée a été ouverte à 11.45 heures sous la présidence de Madame Linda Rudewig, Head of Fund Legal, avec résidence professionnelle à Howald.

Le Président nomme Madame Chantal Leclerc, Senior Officer Fund Legal, avec résidence professionnelle à Howald en qualité de secrétaire.

L'assemblée nomme Madame Claudia Schmidt, Fund Legal Officer, avec résidence professionnelle à Howald comme scrutatrice.

Le Président déclare ensuite:

A. Conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée, la présente assemblée peut seulement délibérer sur les points de l'ordre du jour si au moins 50% du capital social est représenté.

B. L'actionnaire représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence laquelle, signée par le bureau de l'assemblée, le mandataire de l'actionnaire représenté, resteront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement avec le présent acte.

La procuration de l'actionnaire représenté, signée «ne varietur» par les personnes présentes et le notaire soussigné, resterait également annexée au présent acte.

C. Conformément à la liste de présence, 100% des actions émises ou à émettre sont représentées.

D. L'intégralité du capital étant présente ou représentée à la présente Assemblée et l'actionnaire présent ou représenté qu'il se considère comme dûment convoqué à la présente Assemblée et qu'il a été dûment informé de l'ordre du jour de cette assemblée, et par conséquent renonce à toutes formalités de convocation.

E. Il résulte de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour qui suit:

1. Changement de l'article 1 pour faire référence à l'actionnaire existant au lieu du souscripteur
2. Changement de la date de tenue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

*Première résolution*

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 1 des Statuts comme suit:

«Il existe entre l'actionnaire existant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après émises une société sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «SEB Private Equity Opportunity III Management S.A.» (la «Société»).

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour qu'elle soit tenue en accord avec les réglementations luxembourgeoises au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation le dernier jour bancaire du mois de juin à 14.00 heures.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte faite aux comparants, tous connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. RUDEWIG, C. LECLERC, C. SCHMIDT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41065. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141769/111.

(140160597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**SEB Private Equity Opportunity Fund III S.C.A., SICAV-SIF, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 179.461.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of August.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of shareholders of the company SEB Private Equity Opportunity Fund III S.C.A., SICAV-SIF (hereafter the "Company").

The Company was incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 3 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 2437 from 2 October 2013.

The Company is registered with the "Registre de Commerce et des Sociétés" (Trade and Companies Register) of Luxembourg under the section B and the number B 179.461.

The meeting was opened at 11:45 a.m. by Mrs Linda Rudewig, Head of Fund Legal, professionally residing in Howald, being in the chair.



The Chairperson appoints Mrs Chantal Leclerc, Senior Officer Fund Legal, professionally residing in Howald, as Secretary.

The meeting elects Mrs Claudia Schmidt, Fund Legal Officer, professionally residing in Howald, as Scrutineer.

The Chairman declares and requests the notary to record:

I. Since only registered shares have been issued by the Company, the present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 14 August 2014, to all shareholders registered in the Company's register.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares owned by the shareholders are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the General Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

IV. Pursuant to the attendance list, out of 11,347.277 outstanding shares, 6,705.210 shares are present and/or represented.

V. The meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on the items of the following agenda:

1) Change of the corporate purpose of the Company by amending Article 3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3. Purpose.** The purpose of the Partnership is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Partnership may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the 2007 Law””.

2) Change of the date of the annual general shareholders' meeting

3) Full restatement of the Articles of Incorporation in light of the requirements under the 2013 Law on Alternative Investment Fund Managers with retroactive effect from 22 July 2014

A draft of the co-ordinated articles of incorporation may be obtained free of charge at the registered office of the Company.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the following resolutions have been taken unanimously:

#### *First resolution*

The Meeting resolves to change the corporate purpose of the Company by amending Article 3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3. Purpose.** The purpose of the Partnership is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Partnership may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the 2007 Law””.

#### *Second resolution*

The Meeting resolves to change furthermore the date of the annual general shareholders' meeting. The annual general shareholders' meeting will be held in accordance with the Luxembourg regulations at the registered office or at any place indicated into the convening notice on the last bank business day in June at 11:00 a.m.

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to approve the full amendment and restatement of the Articles in light of the requirements under the 2013 Law on Alternative Investment Fund Managers with retroactive effect from 22 July 2014.

As a consequence, the articles of incorporation of the Company shall from now on be read as follows:

### **Chapter I. - Form, Term, Object, Registered Office**

**Art. 1. Name and form.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of “SEB Private Equity Opportunity Fund III S.C.A., SICAV-SIF” (hereinafter the “Partnership”).

The Partnership is an alternative investment fund subject to the rules of part II of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds and of the law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as those

laws may be amended, supplemented or rescinded from time to time (hereafter the “2007 Law” and the “2013 Law” respectively).

**Art. 2. Duration.** The Partnership is incorporated for a limited period of time. It shall be terminated on 31 December 2026 without prejudice to the right of the extraordinary general meeting of shareholders amending these articles of incorporation to extend the duration of the Partnership, by a resolution of the general meeting of shareholders passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, (ii) the approval of a majority of two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting, and (iii) the consent of the General Partner (as this term is defined in article 16 hereof).

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Partnership is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Partnership may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the 2007 Law”).

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Partnership shall be in Howald (municipality of Hesperange), Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Partnership’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## Chapter II. - Capital

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Partnership shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Partnership. The minimum share capital of the Partnership cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Partnership has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law.

The Partnership is incorporated with a subscribed share capital of four hundred and ten thousand Swedish Krona (SEK 410,000) divided into (i) one (1) General Partner Share, of no nominal value, subscribed by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (associé-gérant commandité) of the Partnership; (ii) four hundred and eight (408) Participating Shares of no nominal value, subscribed by the General Partner in its capacity as limited shareholder (associé-gérant commanditaire) of the Partnership; and (iii) one (1) Participating Share of no nominal value, subscribed by Skandinaviska Enskilda Banken S.A. in its capacity as limited shareholder (associé-gérant commanditaire) of the Partnership.

For the purposes of the consolidation of the accounts, the reference currency of the Partnership shall be the Swedish Krona (SEK).

**Art. 6. Capital Variation.** The share capital of the Partnership shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Partnership issuing new shares or redeeming its shares.

## Chapter III. - Shares

**Art. 7. Form of Shares.** The shares of the Partnership shall be issued in registered form.

All shares of the Partnership issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Partnership or by one or more persons designated therefore by the Partnership, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Partnership, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Partnership may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Partnership with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Partnership may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Partnership, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Partnership from time to time, until another address shall be provided to the Partnership by such shareholder. A shareholder may, at any

time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Partnership at its registered office, or at such other address as may be set by the Partnership from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Partnership may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Partnership that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Partnership and replaced by new certificates.

The Partnership may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Partnership in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Partnership recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Partnership. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Partnership may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the Partnership or class of shares on a pro rata basis.

**Art. 8. Classes of Shares.** The shares of the Partnership are reserved to institutional investors, professional investors or generally speaking to any other well-informed investors within the meaning of the 2007 Law and the Partnership will refuse to issue, accept the assignment or any other type of transfer of shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

The share capital of the Partnership shall be represented by the following classes of shares of no nominal value:

(i) "General Partner Share": one management share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Partnership;

(ii) "Participating Shares": a class of shares which have been subscribed upon incorporation of the Partnership and which entitle its holder to receive the Special Return after payment of the Preferred Return (as this term is defined in article 26 hereof);

(iii) "Investors Shares": one or several class(es) of shares which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) and which entitle its holders to receive the Preferred Return and other distribution rights (as this term is defined in article 26 hereof). The General Partner may decide to issue different classes of Investors Shares for the Partnership, to be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) and further differentiate such classes amongst themselves, as further disclosed in the issuing documents of the Partnership.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Partnership shall be updated accordingly.

The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Partnership, or by the alternative investment fund manager of the Partnership with respect to the Partnership, as the case may be, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Partnership's issuing documents.

**Art. 9. Issue of Shares.** Subject to the provisions of the 2007 Law, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights, such as the Participating Shares, would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Partnership.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Partnership.

Whenever the Partnership offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner as reflected in the issuing documents of the Partnership. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Partnership.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Partnership may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Partnership being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

**Art. 10. Redemption.** The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares may request the redemption of all or part of their shares by the Partnership or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Partnership and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Partnership shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Partnership would fall below the minimum capital foreseen in the 2007 Law as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Partnership. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Partnership. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Partnership may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as this term is defined in article 14 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 12 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Partnership. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Partnership may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Partnership.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 13 "Limitation on the Ownership of Shares" herein.

The Partnership shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Partnership equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Partnership and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

**Art. 11. Transfer of Shares.** When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Partnership, by virtue of its subscription agreement or otherwise, Investor Shares and/or Participating Shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of Investor Shares and/or Participating Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

**Art. 12. Conversion.** Unless otherwise determined by the General Partner for certain classes of shares in the issuing documents of the Partnership, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class into shares of another existing class. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Partnership.

**Art. 13. Limitations of the Ownership of Shares.** The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Partnership by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Partnership to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Partnership.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Partnership;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Partnership, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Partnership, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Partnership in such a manner that this may be detrimental to the Partnership. The following procedure shall be applied:

1. the General Partner shall send a notice (hereinafter called the “redemption notice”) to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Partnership the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Partnership;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the “redemption price”) shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Partnership. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Partnership with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Partnership or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Partnership of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Partnership at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Partnership in good faith.

In particular, the General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Partnership to any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws as described in the Partnership’s issuing documents.

**Art. 14. Net Asset Value.** The net asset value of the shares in every class or sub-class, type or sub-type of share of the Partnership, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Partnership shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Partnership shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Partnership;
- all dividends and distributions payable to the Partnership either in cash or in the form of stocks and shares (the Partnership may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Partnership, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Partnership, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- the other fixed assets of the Partnership, including office buildings, equipment and fixtures; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Partnership’s liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Partnership but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner or the alternative investment fund manager (the "AIFM") on behalf of the Partnership; and

- all other liabilities of the Partnership of any kind, except liabilities represented by shares in the Partnership. In determining the amount of such liabilities, the Partnership shall take into account all expenses payable by the Partnership including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to its General Partner, its alternative investment fund manager(s), adviser(s), accountants, lawyers, depositary or custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Partnership, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The AIFM may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Partnership shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the AIFM. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

- investments in private equity securities will be appraised at a fair value under the direction of the AIFM in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Partnership;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the AIFM on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the AIFM in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The AIFM, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Partnership to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the AIFM, or by a committee appointed by the AIFM, or by a designee of the AIFM.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Partnership.

For each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such class) by the number of shares issued and in circulation in such class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the AIFM or by any bank, company or other organisation which the AIFM may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Partnership and present, past or future shareholders.

**Art. 15. Suspension of Calculation of the Net Asset Value.** The General Partner may or may delegate to the AIFM the power to suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares in the following cases:

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the Partnership's assets are unavailable, or if the value of the Partnership's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of the Partnership or if purchase or sale transactions of the Partnership cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Partnership from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the Partnership cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Partnership is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Partnership is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the General Partner, or the AIFM whenever such power has been delegated to it, considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Partnership, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner, or the AIFM whenever such power has been delegated to it, reserves its right to determine the net asset value of the shares of the Partnership only after the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets have been completed on the Partnership's behalf.

The suspension of the calculation of the net asset value, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Partnership, unless the General Partner, or the AIFM whenever such power has been delegated to it, is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares, if/when applicable.

#### **Chapter IV. - Administration and Management of the Partnership**

**Art. 16. General Partner.** The Partnership shall be managed by "SEB Private Equity Opportunity III Management S.A." in its capacity as general partner of the Partnership (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner").

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Partnership. In case of several General Partners, their liability shall be joint and several.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Partnership, the Partnership shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Partnership shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

**Art. 17. Powers of the General Partner.** The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Partnership and the course of conduct of the management and business affairs of the Partnership, as set forth in the issuing documents of the Partnership, in compliance with applicable laws and regulations.

The Partnership is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Partnership's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint committees, investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Partnership.

**Art. 18. Alternative Investment Fund Manager.** The General Partner may, on behalf of the Partnership, appoint an external AIFM. The AIFM will, under the supervision of the General Partner, administer and manage the Fund in accordance with the issuing documents of the Partnership, these articles of incorporation and under the conditions and limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the 2007 Law and the 2013 Law, and in the exclusive interest of the shareholders, and it will be empowered, subject to the rules as further set out hereafter, to exercise all of the rights attached directly or indirectly to the assets of the Partnership. Details regarding the appointment of the external AIFM will be incorporated in the issuing documents of the Partnership.

To the extent that, and as long as, the Partnership has appointed an AIFM especially in accordance with the preceding paragraph, references to the “General Partner” shall, where appropriate and in accordance with the provisions of the issuing documents of the Partnership, be construed as also including the AIFM, the case being, as represented by the AIFM’s board of directors. Where the Partnership has not appointed an AIFM or in case of any discontinuation of the services of the AIFM, the General Partner shall assume all the aforementioned powers and responsibilities.

**Art. 19. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Partnership is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

**Art. 20. Removal of the General Partner.** The general meeting of Shareholders of the Partnership acting by majority representing not less than two thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present or represented at such meeting with a fifty per cent (50%) quorum requirement at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call (a “Shareholders Qualified Vote”), may remove the General Partner (a “For Cause Removal”), upon the occurrence of any of the following events:

(i) any representation made by the General Partner in the subscription documentation or in any writing furnished shall be intentionally false in any material respect on the date as of which it is made;

(ii) the General Partner shall have engaged in gross negligence, fraud or wilful misconduct or acted with reckless disregard in managing the affairs of the Partnership;

(iii) the General Partner shall have committed a material breach of its obligations in respect of the Partnership, where such material breach is capable of remedy, such material breach has not been remedied within thirty (30) business days (or, if approved by the Advisory Committee by Advisory Committee Ordinary Resolution, a longer period not to exceed ninety (90) business days of receipt of written notice of such material breach;

(iv) the General Partner shall have committed a crime involving fraud and/or financial dishonesty;

(v) the General Partner has become the subject of a judicial order or proceeding, whether voluntary or involuntary, under any bankruptcy or insolvency law, or has become the subject of proceedings providing for its dissolution or winding-up or has a receiver or an administrative receiver appointed of its assets or a substantial part thereof, or is otherwise barred, on a permanent basis, from engaging in fund management business; or

(vi) a Change of Control Event.

The general meeting of shareholders of the Partnership acting by a majority representing not less than two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting with a fifty per cent (50%) quorum requirement at the first meeting called to consider a resolution or, if such quorum requirements are not met at such first meeting, then with a fifty per cent (50%) quorum requirement for any succeeding meeting called to consider such resolution may at any time remove the General Partner (a “Without Cause Removal”).

The decisions of the general meeting of shareholders of the Partnership concerning the General Partner removal and replacement shall be validly passed without the favourable vote of the General Partner.

Concerning the Participating Shares that are outstanding as of the date of such replacement of the General Partner, the following consequences shall arise out of such replacement decision by the general meeting of shareholders of the Partnership:

(i) In the event of a For Cause Removal, the holders of Participating Shares shall automatically forfeit all rights to the Special Return, and the Partnership shall promptly redeem all Participating Shares of the Partnership at a price equal to the subscription price paid upon subscription of such Participating Shares.

(ii) In the event of a Without Cause Removal, the Partnership shall have the option to redeem all Participating Shares in exchange for non-interest bearing promissory notes issued by the Partnership entitling the holders thereof to receive their share of the distributable proceeds that would have been realised if the Partnership was liquidated on the date of effectiveness of such removal (the “Removal Promissory Notes”), as valued based on the Valuation Principles by an independent appraiser. The Removal Promissory Notes shall be issued in exchange of the Participating Shares on or about the redemption date thereof and shall stipulate that payments will be made on a pro rata basis with the new Participating Shares at the time when any distributions are made in compliance with the distribution waterfall specified for the Partnership. The Partnership will then be authorized to issue new Participating Shares to the replacement general partner, any affiliate thereof or their designees, which will only entitle the holders thereof to the payment of the relevant portion of the Special Return after deduction of the proceeds payable to the holders of the Removal Promissory Notes.

Immediately upon any decision to remove the General Partner, with or without cause, the contractual arrangements entered into by the General Partner on behalf of the Partnership shall automatically terminate.



**Art. 21. Liability.** The holders of Investor Shares shall refrain from acting on behalf of the Partnership in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Partnership.

**Art. 22. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Partnership and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or the AIFM or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner or the AIFM is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Partnership shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 23. Indemnification.** The General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner including the AIFM and the Investment Advisor (“Indemnified Persons”) will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law out of the assets of the Partnership against any cost, expense (including attorneys’ fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Partnership or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Partnership or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Partnership to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Partnership; (2) the legal action is initiated by a third party to the Partnership; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Partnership shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same as well as the AIFM and the Investment Advisor.

## Chapter V. - General meetings

**Art. 24. General meetings of the Partnership.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Partnership. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Partnership, provided that, unless otherwise provided herein, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the registered office of the Partnership or at any other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last bank business day of June each year at 11 a.m. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder’s address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the General Partner may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a

continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Partnership at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Partnership, affecting the rights of the holders of shares, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of the relevant class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each class or classes, type or types concerned.

**Art. 25. General meetings in Class(es) of Shares.** The provisions of article 23 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

#### Chapter VI. - Annual report

**Art. 26. Financial Year.** The financial year of the Partnership shall start on 1<sup>st</sup> January of each year and shall end on 31<sup>st</sup> December of the same year.

The Partnership shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

**Art. 27. Distributions.** The General Partner, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determines how the results of the Partnership shall be allocated to the holders of Investor Shares and Participating Shares, and will distribute income and divestment proceeds after the deduction of the appropriate fees and operating expenses (including contingent liabilities) (in each case calculated separately with respect to Investors Shares issued on the same issue date), in the order and priority determined by the General Partner, as reflected in the issuing documentation of the Partnership.

Distributions may be made by means of annual dividends and interim dividends to the extent feasible as well as by the redemption of Shares or the allocation of the Partnership's liquidation proceeds, as the case may be.

In any event, no distribution may be made if, as a result, the Net Asset Value of the Partnership would fall below the equivalent in SEK of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000), except if the Partnership is in liquidation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Partnership.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Partnership and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### Chapter VII. - Auditor

**Art. 28. Auditor.** The Partnership shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor (réviseur d'entreprises agréé) shall fulfil all duties prescribed by law.

#### Chapter VIII. - Depositary

**Art. 29. Depositary.** The General Partner and the AIFM will appoint a depositary which meets the requirements of the 2007 Law and the Law of 2013.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Partnership shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Partnership or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

### Chapter IX. - Winding-up - Liquidation

**Art. 30. Winding-up - Liquidation.** The Partnership may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Partnership shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Partnership shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Partnership have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

### Chapter IX. - General provisions

**Art. 31. Applicable Law.** In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the 2007 Law and the 2013 Law.

There being no other business on the agenda, the meeting was closed at noon.

Whereof this notarial deed was drawn up in Howald, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known by the notary by surname, name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: L. RUDEWIG, C. LECLERC, C. SCHMIDT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 3 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41067. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141767/619.

(140160576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

### Anglo American Capital International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 180.428.

### STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth of September.

Before Us Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains.

THERE APPEARED:

ANGLO AMERICAN INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at 20, Carlton House Terrace, London SW1Y 5AN, United Kingdom, registered with Companies House under number 5501205, acting through its Luxembourg branch "Branch Office of Anglo American International Holdings Limited" with registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 164.770 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Ms Agnieszka Krasuska, private employee, with professional address at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg,

by virtue of a power of attorney under private seal given on 19 September 2013.

Said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

### **Title I.- Form - Name - Object - Registered Office - Duration**

#### **Art. 1: Form**

There is hereby formed a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (the “Company”), and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present Articles of Incorporation (the “Articles”).

#### **Art. 2: Name**

The Company is incorporated under the name of “ANGLO AMERICAN CAPITAL INTERNATIONAL”.

#### **Art. 3: Object**

3.1 The objects of the Company are to conduct the following activities:

(a) To acquire, hold and dispose of, by any means, directly or indirectly, participatory interests or obligations in any enterprise in whatever form whatsoever, in Luxembourg or foreign companies, and to manage, control and develop such interests.

(b) The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issuer of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

(c) To acquire and manage negotiable or non-negotiable securities of any kind (including those issued by any government or other international, national or municipal authority), patents, copyright and any other form of intellectual property and any rights ancillary thereto, whether by contribution, subscription, option, purchase or otherwise and to exploit the same by sale, transfer exchange, license or otherwise.

(d) The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

(e) To undertake any and all activities in connection with the exploration, the exploitation and the mining of any and all natural resources.

(f) To provide or procure services of any kind necessary for or useful in the realisation of the objects referred to above or closely associated therewith.

(g) To participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2 The Company shall have all such powers as are necessary for the accomplishment or development of its objects and it shall be considered as a fully taxable “Société de Participations Financières” according to applicable law.

3.3 Any activity carried on by the Company may be carried on directly or indirectly in Luxembourg or elsewhere through the medium of its head office or of branches in Luxembourg or elsewhere, which may be open to the public.

#### **Art. 4: Registered Office**

4.1 The registered office is established in the municipality of Luxembourg City.

4.2 It may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by a resolution of the board of managers of the Company and to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 Where the board of managers of the Company determine that extraordinary events of a political, economic or social nature, have occurred or are imminent and that these developments or events would likely impair the normal activity of the Company at its registered office or easy communication between that office and foreign countries, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

#### **Art. 5: Duration**

5.1 The Company is established for an unlimited period.

## **Title II.- Capital - Shares**

### **Art. 6: Capital**

6.1 The Company's issued capital is set at fifty-five thousand (55,000.-) Australian Dollars represented by fifty-five thousand (55,000) shares in registered form with a par value of one (1.-) Australian Dollar each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.2 As far as permitted by Law, the shareholders may amend these Articles so as to:

(a) Consolidate or subdivide all or any of the shares of the Company into shares of larger or smaller amount than its existing shares;

(b) Convert any of the shares of the Company into shares of another class or classes and attach thereto any preferential, qualified, special deferred rights, privileges or conditions; or

(c) Increase or reduce the subscribed capital of the Company.

6.3 As far as permitted by Luxembourg law, the Company may repurchase its shares on the following terms and conditions:

(a) The repurchase price per share shall be determined by the managers of the Company and shall be no less than the par value of such share;

(b) Any repurchase by the Company of shares shall be done pro rata in respect of all shareholders; and

(c) The repurchase of any shares may only be funded by the Company using reserves available for distributions, as provided for by Law, or from the proceeds of a new issue made with a view to carry out such repurchase.

### **Art. 7: Shares**

7.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

7.2 Shares may be freely transferred among shareholders.

7.3 If there is more than one shareholder the shares are transferable to non-shareholders only with the prior approval of the shareholders in a shareholders' meeting representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

7.4 Share certificates may be issued to shareholders in such form and in such denominations as the managers shall determine.

7.5 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person at their representative towards the Company. The registered holder of any registered share shall be the owner of such share and the Company shall not be bound to recognise any other claim or interest in any such share on the part of any other person.

## **Title III.- Management**

### **Art. 8: Managers**

8.1 The Company shall be managed by at least two managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders that sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

8.2 The managers may be appointed for an unlimited period and are vested with the broadest powers with regard to third parties.

8.3 A manager may be dismissed without notice and without reason.

### **Art. 9: Powers of Managers**

9.1 The board of managers shall have all powers, save those reserved by the Law or these Articles for the general meeting, to perform such acts and carry out such operations as may be necessary or useful to carrying out the objects of the Company.

9.2 Subject to Article 9.3, the managers may delegate, for specific tasks, part of their powers to one or more managers or other officers who need not be a shareholder of the Company and may give authority to such managers or other officers to sub-delegate.

9.3 The delegation to any manager or other officer of powers to carry out the day-to-day management of the Company is subject to a previous authorisation by unanimous vote at a general meeting of the shareholders.

9.4 The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or by the joint or single signature(s) of any person(s) to whom such signing power has been validly delegated by resolution of the sole manager or board of managers.

### **Art. 10: Procedure**

10.1 The managers may elect a Chairman. In the absence of the Chairman, another manager may preside over the meeting.

10.2 The managers may meet together for the dispatch of business, adjourn, and otherwise regulate their meetings as they think fit, provided at all times there is a quorum of at least two managers present in person or by proxy and that a majority of the managers so present or represented is comprised of managers who are not present in the United Kingdom.

10.3 Resolutions shall require a majority vote. In the case of a tie, the Chairman has a casting vote.

10.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

10.5 Resolutions or other actions of the managers at a meeting shall be confirmed in the minutes of such meeting signed by the Chairman of the meeting and, if one has been appointed, by the secretary. The board of managers may, if it wishes, appoint a secretary who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the resolutions passed at the general meeting.

10.6 Any manager may participate in any meeting of the managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

10.7 Any action required or permitted to be taken at a meeting of the managers may be taken without a meeting if a resolution setting forth such action is signed by all managers. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution in any form and shall be filed with the minutes of the proceedings of the managers.

#### **Art. 11: Liability of the Managers**

11.1 Subject to Article 11.3, every manager and other officer, servant or agent of the Company shall be indemnified by the Company against, and it shall be the duty of the managers to pay out of the funds of the Company, all damages, charges, costs, losses and expenses which any such manager, officer, servant or agent may incur or become liable to by reason of:

- (a) any contract entered into or act or deed done or omitted by him as such manager, officer, servant or agent;
- (b) any action or proceeding (including any proceedings in respect of any matter mentioned in Article 11.3) to which he may be made a party and which are unsuccessful or which are settled, provided in the latter case, the legal adviser to the Company advises that in his opinion, had the matter proceeded to final judgment, the manager, officer, servant or agent would not have been liable in respect of such matter in accordance with Article 11.3;
- (c) his having acted as, or by reason of his having been, at the request of the Company, a manager or officer of any other company of which the Company is a direct or indirect shareholder and in respect of which he is not entitled to be otherwise fully indemnified; or
- (d) discharging his duties as such manager, officer, servant or agent, including travelling expenses.

11.2 Subject to Article 11.3, no manager or other officer, servant or agent of the Company shall be liable to the Company for any loss or expense incurred by the Company arising from:

- (a) the acts, receipts, neglects or defaults of any other manager, officer, servant or agent or for joining in on any such act, receipt, neglect or other default; or
- (b) the insufficiency or deficiency of title to any property acquired by order of managers, or for the insufficiency or deficiency of any security in or upon which any of the monies of the Company shall be invested; or
- (c) the bankruptcy, insolvency or wrongful act of any person with whom any monies, securities or effects shall be deposited; or
- (d) any error of judgment or oversight on his part or for any other loss, damage or misfortunes whatever which shall happen in the execution of the duties of his office or in relation thereto.

11.3 A manager shall not be entitled to the benefits of the indemnity under Article 11.1 or the dispensation under Article 11.2:

- (a) when the same is finally adjudged in legal proceedings to have occurred through his own gross negligence or willful act or default; or
- (b) when the same is finally adjudged in legal proceedings to have resulted from any breach of the Law or of these Articles unless the manager did not participate in such breach, unless no fault is attributable to the manager and unless the manager notifies the breach to the next general meeting of shareholders.

11.4 Should any part of this Article 11 be invalid for any reason, or should any rule of law modify the extent to which such Article may be applied, the Article shall nevertheless remain valid and enforceable to the extent that they are not invalid or modified.

#### **Art. 12: Managers' Interests**

12.1 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a manager, manager, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity.

12.2 Any manager or officer who is a manager, officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

12.3 Subject to the previous Article, any manager who has an interest in a contract or an agreement submitted to the managers for its approval, and which interest is contrary to the Company's interests, shall be obliged, upon such submission, to inform the managers accordingly and such information shall be recorded in the minutes of the meeting. Such

manager may not deliberate or vote in respect of such contract or agreement but may be counted for the purpose of constituting a quorum.

#### **Art. 13: Disqualification of Managers**

13.1 The office of manager shall, ipso facto, be vacated:

- (a) if he becomes bankrupt or compounds with his creditors, or takes the benefit of any statute for the time being in force for the relief of insolvent debtors; or
- (b) if by notice in writing he resigns his office; or
- (c) if he is prohibited by the Law from being a manager; or
- (d) if he ceases to be a manager by virtue of the Law or is removed from office pursuant to these Articles.

### **Title IV.- Decisions of the Shareholders**

#### **Art. 14: Powers and Voting Rights**

14.1 The shareholders have full power to authorise or ratify all acts done by or on behalf of the Company.

14.2 Each shareholder shall have voting rights commensurate to its shareholding.

14.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

14.4 In the event that the Company has a single shareholder, such single shareholder shall assume all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

#### **Art. 15: Form, Quorum and Majority**

15.1 Convening notices of all general meetings of shareholders shall be made in compliance with the Law, each manager being entitled to call a general meeting. Moreover a general meeting of the shareholders must be called at the request of any shareholder(s) holding at least ten percent (10%) of the issued capital.

15.2 If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting of the shareholders may take place without convening notices.

15.3 Every shareholder has the right to vote in person or by proxy. An appointed proxy need not be a shareholder.

15.4 Each share gives the right to one vote.

15.5 Subject to Article 15.6, decisions of shareholders are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital failing which a second meeting may be convened, by registered letter, at which the decision may be taken by the majority of votes of the shareholders present.

15.6 Any other action than those provided by Article 15.7 required or permitted to be taken by the shareholders in a general meeting may be taken without a meeting if a resolution setting forth such action is signed by all the shareholders otherwise entitled to vote at such meeting if held, save that, (where the number of shareholders does not exceed twenty-five and subject to any other provision of these Articles), such resolution shall be duly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital or, if that majority is not reached following the first submission of the resolution to the shareholders, and after a second submission to the shareholders by registered letter, by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. Any such written resolution may be signed in counterparts by the shareholders of the Company each such counterpart when executed and delivered shall constitute one and the same instrument.

15.7 Any amendment to these Articles, to dissolve and liquidate the Company, or anything that is required by these Articles or the Law to be done in accordance with the requirements that apply to an amendment of these Articles, shall be only effective if approved by the majority of shareholders representing three quarters of the issued and outstanding capital.

15.8 If there are two or more classes in issue and the question before the meeting is such as to modify the rights of one or more of those classes, the quorum and majority requirements set out in these Articles must be satisfied in respect of each class of share whose rights are being modified.

### **Title V.- Financial Year - Balance Sheet - Distributions**

#### **Art. 16: Accounting Year and Financial Statements**

16.1 The Company's financial year shall begin on the first of October of each year and end on the thirtieth of September of the following year (the "Financial Year").

16.2 In respect of each Financial Year, the managers shall prepare Financial Statements which shall include a balance sheet and profit and loss account of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company. The Financial Statements shall be drawn up in accordance with the provisions of the Law. To the Financial Statements shall be annexed or attached reports and documents containing the details required by the Law.

16.3 The financial statements will be at the disposal of the shareholders at the registered offices of the Company.

#### **Art. 17: Allocation of Profits**

17.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and for so long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

17.2 The allocation and distribution of the remaining net profits (including any balance brought forward) of the Company and the balance to be carried forward shall be determined by the general meeting of shareholders upon recommendation of the managers. This allocation may include the distribution of dividends in any currency or in kind, the issue by the Company of bonus shares or of subscription rights and the creation or maintenance of reserve funds and provisions.

17.3 A dividend may be paid on any class of shares in amounts otherwise than in proportion to the amounts paid up on such shares provided that the holders of the classes who would thereby receive a lower dividend than the one they might otherwise receive have approved such dividend in general meeting and provided further that no action may be taken under this Article to permanently deprive any class of the right to receive a dividend from time to time.

17.4 As far as permitted by law, the general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

## **Title VI.- Dissolution - Liquidation**

### **Art. 18: Dissolution - Liquidation**

18.1 The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the incapacity or the financial failure of a shareholder.

18.2 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

18.3 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the sole shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

## **Title VII.- General Provisions**

### **Art. 19: General**

19.1 All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

#### *Transitional Provision*

The first business year begins today and ends on September 30<sup>th</sup>, 2013.

#### *Subscription*

The Articles having thus been established, the party appearing, represented as stated above, hereby declares that it subscribes to fifty-five thousand (55,000) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the Sole Shareholder by payment in cash, so that the sum of fifty-five thousand (55,000.-) Australian Dollars paid by the Sole Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

#### *Statement - Costs*

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of the present deed is approximately evaluated at one thousand four hundred (1,400) euro.

#### *Resolutions of the Sole Shareholder*

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Mr Hans HAIJE, Tax Manager, born in Haarlem (The Netherlands) on 1 March 1969, with professional address at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;

Mr Arjan KIRTHI SINGHA, Financial Controller, born in Singapore on 11 November 1969, with professional address at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;

Mrs Lynsey BLAIR, Company Secretary, born in High Wycombe (United Kingdom) on 1 May 1978, with professional address at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg; and

Mr Alexander Francis PACE-BONELLO, General Manager, born in Mtarfa (Malta) on 1 February 1957, with professional address at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

2. that the address of the registered office of the Company is at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.



The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same proxyholder, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the year and day first above written. The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Nous Maître Marc LOESCH, notaire, résidant à Mondorf-les-Bains.

**A COMPARU:**

ANGLO AMERICAN INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED, une société établie et régie sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, avec siège social au 20 Carlton House Terrace, Londres, SW1Y 5AN, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 5501205, agissant par sa branche luxembourgeoise «Branch Office of Anglo American International Holdings Limited» avec siège social au 48, rue de Bragance à L-1255 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 164.770,

ici représentée par Madame Agnieszka Krasuska, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 19 septembre 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante, ainsi que par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise ensemble avec l'acte à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et qu'elle a arrêté comme suit:

**Titre I.- Forme - Nom - Objet - Siège social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> : Forme**

Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

**Art. 2: Nom**

La Société est constituée sous le nom de «ANGLO AMERICAN CAPITAL INTERNATIONAL».

**Art. 3: Objet**

3.1 La Société a pour objet de conduire les activités suivantes:

(a) Elle peut acquérir, détenir et disposer par n'importe quel moyen, directement ou indirectement, de participations ou d'obligations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sortes d'entreprises, luxembourgeoises ou étrangères, et elle peut administrer, contrôler et développer ces participations.

(b) La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, incluant, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être actionnaires ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être actionnaires ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être actionnaires ou non de la Société.

(c) Acquérir et gérer des titres négociables ou non négociables de toute sorte (y compris ceux émis par un gouvernement ou une autre autorité internationale, nationale ou municipale), brevets, droits d'auteur et toute autre forme de propriété intellectuelle et tout droit qui y est rattaché, que ce soit par contribution, souscription, option, achat ou autre et de l'exploiter par la vente, l'échange, la licence ou autrement.

(d) La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

(e) Entreprendre toutes activités en relation avec l'exploration, l'exploitation et l'extraction de toutes ressources naturelles.

(f) Fournir des services de toute sorte nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet en référence ou d'un objet qui lui est étroitement associé.

(g) Participer dans la création, développement, gestion et contrôle de n'importe quelle société ou entreprise.

3.2 La Société aura tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet et sera considérée selon les dispositions applicables «Société de Participations Financières» pleinement imposable.

3.3 Toute activité menée par la Société sera menée directement ou indirectement à Luxembourg ou ailleurs par l'intermédiaire du siège principal ou de succursales à Luxembourg ou ailleurs, qui pourront être ouvertes au public.

#### **Art. 4: Siège Social**

4.1 Le siège social est établi dans la municipalité de Luxembourg-Ville.

4.2 Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple résolution du conseil d'administration et dans une autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, adopté à la manière requise pour la modification des Statuts.

4.3 Il peut être créé par décision du conseil d'administration, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.4 Lorsque le conseil d'administration de la société détermine que des événements extraordinaires de nature politique, économique ou sociale, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront, ou seront imminents, le siège social pourra être provisoirement transféré à l'étranger. Une telle mesure temporaire n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une Société luxembourgeoise.

#### **Art. 5: Durée**

5.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

### **Titre II.- Capital - Parts sociales**

#### **Art. 6: Capital**

6.1 Le capital social de la Société s'élève à cinquante-cinq mille (55.000,-) dollars Australiens représenté par cinquante-cinq mille (55.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un dollar Australien (1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

6.2 Pour autant que permis par la Loi, les associés peuvent modifier les statuts de manière à:

(a) Consolider ou subdiviser toutes les parts sociales de la Société en parts sociales d'un montant supérieur ou inférieur que les parts sociales existantes;

(b) Convertir des parts sociales de la Société en parts sociales d'une autre classe ou d'autres classes et y attacher des droits préférentiels, conditionnels ou différés, des privilèges ou des conditions; ou

(c) Augmenter ou réduire le capital souscrit de la Société.

6.3 Pour autant que permis par la Loi luxembourgeoise, la Société est autorisée à racheter ses parts sociales dans les termes et conditions suivants:

(a) Le prix de rachat par part sociale sera déterminé par les gérants et ne sera pas inférieur à la valeur nominale de telle part sociale;

(b) Tout rachat par la Société de parts sociales sera effectué au prorata par rapport à tous les associés; et

(c) Le rachat de parts sociales pourra uniquement être financé par la Société utilisant des réserves disponibles pour distribution, comme prévu par la Loi, ou par les produits d'une nouvelle émission effectuée en vue de réaliser ce rachat.

#### **Art. 7: Parts sociales**

7.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

7.2 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés.

7.3 En cas de pluralité d'associés la cession aux associés est possible seulement avec le consentement préalable des associés réunis en assemblée générale représentant au moins les trois quarts du capital social de la société.

7.4 Les certificats de parts sociales peuvent être émis aux actionnaires dans la forme et les dénominations déterminées par les gérants.

7.5 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les co-propriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. Le détenteur déclaré d'une part sociale nominative sera le propriétaire de cette part sociale et la Société ne sera nullement tenue de reconnaître les revendications sur les intérêts dans cette part sociale qui émaneraient de qui que ce soit d'autre.

### **Titre III.- Gestion**

#### **Art. 8: Gérants**

8.1 La Société est gérée par au moins deux gérants nommés par résolution l'associé unique, ou de l'assemblée générale des associés et laquelle fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne sont pas nécessairement des associés.

8.2 Les gérants peuvent être nommés pour une période indéterminée et ils sont investis vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

8.3 Les gérants sont révocables sans préavis et sans notice.

#### **Art. 9: Pouvoirs des Gérants**

9.1 Les gérants ont tous pouvoirs, sauf ceux réservés par la loi ou ces Articles pour l'assemblée générale pour effectuer les actes jugés nécessaires et utiles conformément à l'objet social de la Société.

9.2 Sous réserve de l'Article 9.3, les gérants peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs gérants ou autres représentants qui ne doivent pas nécessairement être associé et pourront donner autorité à ces gérants ou autres représentants de sous-déléguer.

9.3 La délégation à un gérant ou une autre personne de la gestion quotidienne de la Société est soumise à l'autorisation préalable par vote unanime lors de l'assemblée générale des associés.

9.4 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société ou par la signature conjointe ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué par résolution de l'associé unique ou du conseil d'administration.

#### **Art. 10: Procédure**

10.1 Les gérants peuvent élire un Président. En l'absence de ce dernier, un autre gérant présidera la réunion.

10.2 Les gérants pourront se réunir, ajourner et programmer leurs réunions comme ils le jugent utile, à condition qu'un quorum d'au moins deux gérants présents en personne ou par procuration soit respecté et qu'une majorité des gérants ainsi présents ou représentés soit composée de gérants qui ne sont pas présents au Royaume-Uni.

10.3 Les résolutions nécessitent la majorité des votes. Dans le cas d'une égalité des votes, le Président a une voix prépondérante.

10.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

10.5 Toute décision ou autre action des gérants lors d'une réunion sera confirmé dans les procès-verbaux de la réunion et signé par le Président de la réunion et, s'il a été nommé, par le secrétaire. Les gérants peuvent, s'ils le souhaitent, nommer un secrétaire qui sera responsable de garder les procès-verbaux des réunions des gérants et des résolutions approuvées lors des assemblées générales.

10.6 Tout gérant peut participer à la réunion des gérants par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

10.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si la réunion des gérants dûment convoquée avait été tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, sous toute forme et enregistré avec les délibérations des gérants.

#### **Art. 11: Responsabilité des gérants**

11.1 Sous réserve des dispositions de l'Article 11.3, chaque gérant et autre représentant, employé ou agent de la Société sera indemnisé par la Société et le devoir des gérants sera de payer des fonds de la Société tous les dommages, charges, frais, pertes et dépenses qu'un gérant, représentant, employé ou agent pourra encourir ou dont il peut être passible en raison de:

(a) tout contrat qu'il a conclu ou d'un acte fait ou omis par lui en tant que gérant, représentant, employé ou agent;

(b) toute action ou procès (y compris des procès en relation avec les matières énumérées à l'article 11.3) qui ne sont pas couronnés de succès ou pour lesquels il y a une transaction, pourvu que dans ce dernier cas, le conseiller juridique de la Société soit d'avis que si le procès était allé à son terme, le gérant, l'agent, l'employé ou le représentant n'aurait pas été fautif en relation avec cette matière selon l'article 11.3;

(c) du fait qu'il a agi en tant que ou du fait qu'il a été, à la requête de la Société, gérant ou représentant d'une autre société dans laquelle la Société est actionnaire direct ou indirect et de laquelle il n'est pas en droit d'être entièrement indemnisé; ou

(d) de son accomplissement de ses devoirs, y compris les dépenses de voyage.

11.2 Sous réserve des dispositions de l'article 11.3 aucun gérant ou autre représentant, employé ou agent de la Société ne sera responsable vis-à-vis de la Société pour une perte ou une dépense de la Société en relation avec:

(a) les actes, reçus, négligences ou fautes d'un autre gérant, représentant, employé ou le fait d'avoir participé à un tel acte, reçu, négligence ou faute; ou

(b) l'insuffisance ou le défaut de titre d'une propriété acquise sur l'ordre des gérants ou l'insuffisance ou le défaut d'une valeur mobilière dans laquelle les fonds de la Société seront investis; ou

(c) la faillite, l'insolvabilité ou un acte fautif d'une personne chez qui des devises, des titres ou effets seront déposés; ou

(d) une erreur de jugement ou une omission de sa part, ou pour toute autre perte, dommage ou infortunes quelconques qui se produisent dans l'exécution des devoirs relatifs à sa charge ou en relation avec eux.

11.3 Un gérant ne pourra pas profiter du bénéfice d'indemnisation de l'article 11.1 ou des dispenses de l'article 11.2:

(a) s'il est de façon définitive jugé dans un procès responsable de négligence grave ou mauvaise gestion ou défaut; ou

(b) s'il est de façon définitive jugé dans un procès que la perte ou le dommage ont résulté d'un manquement grave aux dispositions de la loi ou des présents statuts, à moins que le gérant n'ait pas participé à ce manquement, qu'aucune faute ne lui soit imputable et que le gérant communique le manquement à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

11.4 Si une partie de l'Article 11 n'était pas valable pour une raison quelconque ou si une loi modifiait l'étendue d'application de ces articles, les articles resteront néanmoins valables et exécutoires dans la limite où ils ne sont pas invalidés ou modifiés.

#### **Art. 12: Intérêts des gérants**

12.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société, entreprise ou autre entité, ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou représentants de la Société ont un intérêt ou sont gérant, administrateur, associé, employé ou agent de l'autre société, entreprise ou entité.

12.2 Tout gérant ou agent qui est gérant, administrateur, agent ou employé d'une société, entreprise ou autre entité avec laquelle la Société aurait un contrat ou serait engagée en affaires ne sera pas, en raison de son lien avec l'autre société, entreprise ou autre entité, empêché de voter et agir en rapport avec ledit contrat ou ladite affaire.

12.3 Sous réserve du paragraphe précédent, le gérant qui a un intérêt dans un contrat ou un accord soumis à l'agrément des gérants, et dont l'intérêt est contraire aux intérêts de la Société, sera obligé, lors de cette soumission, d'en informer les gérants et cette information sera reprise dans les procès-verbaux de la réunion. Ce gérant ne sera pas admis à délibérer et à voter concernant ledit contrat ou accord, mais pourra être pris en compte pour la constitution d'un quorum.

#### **Art. 13: Disqualification des gérants**

13.1 Le poste de gérant sera, ipso facto, rendu vacant:

- (a) si celui-ci est déclaré en faillite ou en concordat avec ses créiteurs ou s'il bénéficie d'une mesure quelconque, applicable le moment venu, en matière de redressement de débiteurs insolubles; ou
- (b) s'il remet sa démission par écrit; ou
- (c) si le poste de gérant lui est interdit par la Loi; ou
- (d) s'il cesse d'être gérant en vertu de la Loi ou est déchu de son poste en vertu des présents statuts.

### **Titre IV.- Résolutions des Associés**

#### **Art. 14: Pouvoirs et droits de vote**

14.1 Les actionnaire ont les pouvoirs les plus étendus pour autoriser ou ratifier toutes actions effectués ou accomplis par ou pour compte de la Société.

14.2 Chaque actionnaire dispose d'un droit de vote proportionnel à sa participation.

14.3 Chaque actionnaire pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, fax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

14.4 Si la Société n'a qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

#### **Art. 15: Forme, Quorum et Majorité**

15.1 Il sera donné à tous les actionnaires un avis de toute assemblée générale des s selon les prescriptions de la Loi, chaque gérant ayant le droit de convoquer une assemblée. De plus une assemblée générale doit être convoquée à la demande d'un actionnaire détenant au moins dix pour cent (10%) du capital souscrit.

15.2 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

15.3 Tout actionnaires a le droit de voter en personne ou en se faisant représenter par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire.

15.4 Chaque part sociale donne droit à un vote.

15.5 Sous réserve de l'Article 15.6, les décisions collectives ne seront valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des actionnaires détenant plus de la moitié du capital social, à défaut de quoi une seconde assemblée sera convoquée, par lettre recommandée, au cours de laquelle la décision sera prise à la majorité des votes des actionnaires présents.

15.6 Toute décision autre que celles prévues à l'article 15.7 requise ou permise d'être prise par les actionnaires réunis en assemblée générale peut être prise en dehors d'une assemblée, si une résolution exposant une telle action est signée par tous les actionnaires, et elle sera considérée comme étant valablement adoptée comme si l'assemblée générale dûment convoquée avait été tenue, pourvu que le nombre des actionnaires n'est pas supérieur à vingt-cinq et sauf stipulation contraire des statuts, si elle est approuvée par des actionnaires représentant plus de la moitié du capital social ou, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation par écrit, après une seconde consultation par lettre recommandée, par une majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté. Une telle résolution écrite peut être signée en contrepartie par les actionnaires de la Société dont chaque exemplaire exécuté et remis sera un original, mais les exemplaires constitueront ensemble un seul et même instrument.

15.7 Toute modification des présents statuts, ou bien toute décision requise par les présents statuts ou par la Loi pour une modification des présents statuts, ne sera effective que si elle est approuvée par la majorité des actionnaires représentant les trois quarts du capital social émis.

15.8 Au cas où il y aurait deux ou plusieurs classes de parts sociales émises et que la question portée devant l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, les quorum et majorités exigés par les présents Statuts devront être atteints pour chacune de ces classes de parts sociales dont les droits seraient modifiés.

### **Titre V.- Comptes annuels - Bilan - Distributions**

#### **Art. 16: Exercice social et Comptes annuels**

16.1 L'exercice social de la Société commencera le premier octobre de chaque année et prendra fin le trente septembre de l'année suivante (l'«Exercice Social»).

16.2 Pour chaque Exercice Social, les gérants prépareront les comptes annuels qui comportent un bilan et un compte des pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec un annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) (si tel est le cas), et actionnaires envers la Société. Les comptes annuels seront établis selon les prescriptions de la Loi. A ces comptes annuels seront annexés les rapports et documents reprenant les détails exigés par la Loi.

16.3 Les comptes annuels seront à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

#### **Art. 17: Affectation des bénéfices**

17.1 Sur le bénéfice net annuel de la Société sera prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer la réserve exigée par la Loi. Cette affectation cessera d'être nécessaire dès que et aussi longtemps que cette réserve s'élèvera à dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

17.2 L'affectation et la distribution des bénéfices nets restants (y compris les résultats reportés) de la Société et le résultat à reporter seront déterminées par l'assemblée générale des actionnaires sur les recommandations des gérants. Cette affectation pourra inclure la distribution de dividendes en toutes devises ou en nature, l'émission par la Société de parts sociales gratuites ou de droits de souscription et la création ou le maintien de réserves et de provisions.

17.3 Les dividendes seront payés aux actionnaires en conformité avec leurs droits et intérêts et en proportion du montant libéré sur leurs parts sociales durant la portion de période en rapport avec laquelle le dividende est payé.

17.4 Pour autant que permis par la Loi, l'assemblée générale peut décider de verser des acomptes sur dividendes sur base des états comptables préparés par les gérants et montrant que des fonds suffisants sont disponibles à la distribution, étant entendu les montants distribués ne pourront excéder les bénéfices réalisés depuis la fin de la dernière année fiscale augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, y compris des primes d'émission, mais diminués des pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve requise par la Loi et les présents statuts.

### **Titre VI.- Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 18: Dissolution - Liquidation**

18.1 La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

18.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

18.3 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, aux actionnaires proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

### **Titre VII.- Dispositions générales**

#### **Art. 19: Général**

19.1 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 30 septembre 2013.

#### *Souscription*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, la comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare qu'elle souscrit les cinquante-cinq mille (55.000) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par paiement en numéraire, de sorte que le montant de cinquante-cinq mille (55.000,-) dollars Australiens est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Declaration - Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille quatre cents (1.400,-) euros.

*Résolutions de l'Associé unique*

Le comparant susnommé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée:

- Monsieur Hans HAIJE, «Tax Manager», né le 1<sup>er</sup> mars 1969 à Haarlem (Pays-Bas), dont l'adresse professionnelle est au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg,

- Monsieur Arjan KIRTHI SINGHA, «Financial Controller», né le 11 novembre 1969 à Singapour, dont l'adresse professionnelle est au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg,

- Madame Lynsey BLAIR, «Company Secretary», née le 2 novembre 1978 à High Wycombe (Royaume-Uni), dont l'adresse professionnelle est au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg,

- Monsieur Alexander PACE-BONELLO, «General Manager», né le 1<sup>er</sup> février 1957 à Mtarfa (Malte), dont l'adresse professionnelle est au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

2. le siège social de la société est fixé au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Krasuska, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 26 septembre 2013. REM/2013/1693. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013136597/601.

(130166535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

**Siceno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16/3C, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 155.015.

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Philippe Louis CRAVATTE, ingénieur industriel, né le 30 juillet 1968 à Liège (Belgique), demeurant à B-4960 Malmédy, 68, route de Floriheid.

ici représenté par Madame Katrin HANSEN, Expert-comptable, demeurant professionnellement à Heinerscheid, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante représentée et le notaire instrumentant, annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

I.- Le comparant, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, est le seul associé de la société à responsabilité limitée «SICENO S.à r.l.», avec siège social à L-9991 Weiswampach, 2, Duarrefstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 155.015, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Rambrouch, en date du 20 août 2010, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 2090 du 06 octobre 2010, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution (ci-après «la Société»).

II.- Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant entièrement souscrites et appartenant à l'associé unique comme suit:

- Monsieur Philippe Louis CRAVATTE, pré-qualifié: cent parts sociales .....	100
Total des parts: cent parts sociales .....	100

III. L'associé unique, prénommé, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoqué et a reconnu être pleinement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

124415

*Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de L-9991 Weiswampach, 2, Duarrefstrooss à L-9911 Troisvierges, 16/3C, rue de Drinklange;
2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société;
3. Divers.

Après en avoir délibéré, le comparant, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de L-9991 Weiswampach, 2, Duarrefstrooss à L-9911 Troisvierges, 16/3C, rue de Drinklange.

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner à la teneur suivante:

**Art. 5.** «Le siège de la Société est établi dans la commune de Troisvierges.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. HANSEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 17 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9258. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105347/57.

(140125979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

---

**ITT Industries Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.575,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 183.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105833/10.

(140126686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Infra-Invest 2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.300.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 150.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105823/10.

(140126515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Immobilière de Steinfort s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 128.888.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/07/2014.

Référence de publication: 2014105820/10.

(140126236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Industrial Equipment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 101.837.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105822/10.

(140126500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Metapart S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 132.169.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105932/10.

(140126488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**MIP Germany Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 131.814.

Par résolutions signées en date du 30 juin 2014, l'associé unique a pris la décision de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105938/14.

(140126535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---

**Kana Immobiliare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8437 Steinfort, 58, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 125.924.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/07/2014.

Référence de publication: 2014105851/10.

(140126234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

---